

Football/Fégafoot/Bilan

Le bureau sortant défend son mandat contesté

James Angelo LOUNDOU
Libreville/Gabon

MOINS de dix jours avant le scrutin électoral, Pierre-Alain Mounquengui - il est candidat à sa propre succession -, entouré de ses collaborateurs du bureau exécutif de la Fédération gabonaise de football (Fégafoot), a notamment fait le bilan de sa mandature.

Au cours d'une conférence de presse débutée par l'observation d'une minute de silence à la mémoire de Roger Ndouneni, le président de la Ligue de football de l'Ogooué-Lolo, décédé tragiquement le lundi 19 mars dernier, le dirigeant fédéral a énuméré les acquis de son olympiade, tout en reconnaissant des manquements.

Mis en cause dans la dégradation du rayonnement des sélections nationales, vitrine par excellence du Gabon sur la scène internationale, le successeur de Placide Dieudonné Engandzas Lembangou, avec un intermède assuré par le comité de normalisation piloté par Dieudonné Ndoumbou Likouni, se défend.

« Dans ma manière de fonctionner, je prends toujours pour exemple l'athlétisme



Photo : D.R

Pierre-Alain Mounquengui a défendu le bilan de son olympiade à la fête de la Fégafoot.

et pars du principe que chacun doit rester dans son couloir. La Fédération ne saurait donc être seule responsable des mauvais résultats de nos sélections nationales. Sous notre mandat, nous avons obtenu, par exemple, que la sélection nationale A se déplace en vol affrété, qu'elle loge à l'étranger dans un hôtel

cinq étoiles, que nos joueurs expatriés voyagent en business-class lorsqu'ils viennent et repartent des matchs avec les Panthères ou que les primes de regroupement soient payées avant chaque match disputé. Pour ce qui concerne les sélectionneurs, je rappelle que c'est l'Etat gabonais qui reste leur

employeur, via la Fégafoot», argumente Pierre-Alain Mounquengui. Il ajoute à son palmarès la relance du football féminin et des travaux du site de Bikelé (projet Goal), l'extension des bâtiments du siège fédéral à Owendo, la redynamisation des ligues (acquisition de siège, soutien financier et humain),

la formation des formateurs (administratifs, entraîneurs et arbitres) ou encore le partage de la manne des instances internationales (Fifa et Caf) avec différents acteurs du football gabonais (ligues, Linafp et clubs professionnels). Des acquis indéniables qui ne sauraient faire oublier

que depuis le 30 mars 2014, date de leur accession aux commandes de l'entité fédérale, Pierre-Alain Mounquengui et son bureau sont comptables des ratés des coupes d'Afrique des nations (Can) seniors (2015 et 2017) et cadets 2017, les deux derniers à domicile, d'un championnat d'Afrique des nations (2016) à vite oublier, des éliminations dans les qualifications des Can U17 et U20 ou d'autres précoces en campagnes africaines des clubs.

Mais aussi des casting ratés des sélectionneurs Jorge Costa et José Antonio Camacho, des écarts de comportement chez les joueurs et dirigeants en sélections nationales, du forfait des qualifications pour le Chan 2018, de la coupe du Gabon non disputée en 2016 et 2017, du tournoi national de montée en D2 annulé la saison écoulée, ou encore des dysfonctionnements au sein de l'appareil fédéral.

Sans compter les parasitages internes et extérieurs subis durant quatre ans. Notamment dans l'environnement de la sélection nationale fanion, source de nombreux appétits voraces.

Omnisports/Formation des formateurs/INJS

La 40e promotion à l'honneur



Photo : F.M.MOMBO

Le ministre Mathias Otounga Ossibadjou remettant son parchemin à un impétrant.



Photo : F.M.MOMBO

Une vue partielle de la 40e promotion de l'INJS.

J.A.L
Libreville/Gabon

LES 131 récipiendaires de l'exercice 2016-2017 de l'Institut national de la jeunesse et des sports (INJS), tous des filières Inspecteurs de la Jeunesse et des sports, Professeurs et Professeurs adjoints d'Éducation physique et sportive (EPS), Professeurs adjoints des activités socio-éducatives, Conseillers sportifs et Conseillers des activités socio-éducatives étaient à la fête hier. En présence de

leur parrain Pierre-Alain Mounquengui, président de la Fédération gabonaise de football (Fégafoot). Au cours d'une cérémonie placée sous le patronage du ministère de la Jeunesse et des Sports, les lauréats ont reçu leurs parchemins, notamment des mains du patron de la tutelle sportive nationale, le ministre Mathias Otounga Ossibadjou. Lequel s'est fendu d'un discours mobilisateur et mis les lauréats devant leurs responsabilités à venir. « Sachez que les tâches qui vous attendent sont difficiles mais exaltantes. Il vous appartient de

faire preuve de beaucoup de courage et de professionnalisme dans l'exécution de vos missions respectives. Les valeurs que sont le savoir-être, le savoir-faire, le sens du devoir et la probité intellectuelle doivent désormais orienter le comportement des professionnels que vous êtes devenus », a exhorté le chef du département des sports gabonais. Avant de rassurer la communauté éducative de l'INJS sur la poursuite des démarches entreprises dans le cadre de la modernisation de la dite structure et demander que lui soit transmis un ensemble de propositions

concernant la relance et la réforme de celle-ci. Une approche qui répondait, en fait, au cri d'alarme du directeur de l'INJS, Alain Elingui qui a présenté les réalités académiques et pédagogiques de l'entité qu'il dirige. « Un de nos prédécesseurs avait engagé la modernisation de notre établissement par un programme qui reposait sur trois axes. A savoir, la réhabilitation des infrastructures et leurs équipements, la formation des formateurs, la diversification de l'offre de formation s'inscrivant dans le cadre de l'arrimage de

l'établissement système LMD. Concernant le premier point, des choses ont été faites, mais beaucoup reste à faire, notamment dans la reconstruction de nos plateaux pédagogiques détruits lors de la Coupe d'Afrique des nations 2012 et la restitution du stade de l'INJS, qui reste un outil pédagogique. Concernant la formation des formateurs, il est question de redéfinir un nouveau cadre avec les universités de Lyon I et Evry, au terme de nos accords de cinq ans. Et explorer d'autres partenaires », a souligné le directeur de l'INJS. Non sans suggérer l'allocation

d'une subvention pour financer la formation des formateurs, dans un cadre préalablement défini. Et relever les grèves des enseignants et des étudiants, liées pour les uns, à la réforme de l'école, leur statut et la poursuite de leur formation, et pour les apprenants, aux bourses souvent payées en retard. « Je vous prie et demande solennellement de sortir l'INJS de cette agonie permanente, en lui permettant de s'ouvrir à ce qui se fait de mieux dans son domaine et dans le monde un peu plus de 40 ans après », a supplié Alain Elingui.